

**PRÉFECTURE
DE L'INDRE**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

1ère DIRECTION

1er Bureau/2

OG/NP

ARRÊTÉ N°

75 -806 du 5 mars 1975

portant autorisation à la SARL Carrières du Breuil de poursuivre
l'exploitation d'une carrière sur le territoire de la commune de
St-AIGNY.-

LE PRÉ ET DE L'INDRE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
MEDAILLE MILITAIRE,

VU le Code minier et notamment son article 106 ;

VU le décret n° 71-792 du 20 septembre 1971 relatif aux auto-
risations de mise en exploitation des carrières, à leur renouvellement,
à leur retrait et aux renonciations à celles-ci et notamment son article
32 ;

Vu le code de l'urbanisme et de l'habitation ;

VU la demande présentée le 11 juillet 1972 et complétée les
29 août 1972 et 4 janvier 1975 par la SARL Carrières du Breuil, dont le
siège social est situé à INGRANDES (Indre) en vue d'obtenir l'autorisa-
tion de poursuivre l'exploitation d'une carrière souterraine de calcaire,
sur le territoire de la commune de St-AIGNY, au lieu-dit "Le Breuil",
dans les parcelles cadastrées section BN - n° 28 - 29 - 35 - 36 - 37 -
39 - 40 - 59 - 60 - 63 - 64 - 67 pour une superficie de 2 ha 20 a ;

VU les avis exprimés au cours de l'instruction,

SUR la proposition de l'Ingénieur Général des Mines et du
Secrétaire Général de l'Indre,

A R R E T E :

Article 1er. - La SARL Carrières du Breuil, dont le siège so-
cial est situé à INGRANDES (Indre) est autorisée à poursuivre l'explo-
itation d'une carrière souterraine de calcaire, sur le territoire de la
commune de St-AIGNY, au lieu-dit "Le Breuil", dans les parcelles cadas-
trées section BN - n° 28 - 29 - 35 - 36 - 37 - 39 - 40 - 59 - 60 - 63 -
64 - 67 pour une superficie de 2 ha 20 a environ, comprise dans le péri-
mètre figurant sur le plan annexé à la demande.

SOUS-ARRONDISSEMENT MINÉRALOGIQUE
d'ORLÉANS

Reg. SA AC N° 15.72.36

Date : 11 mars 1975

.../...

Article 2. - La durée d'autorisation d'exploiter est fixée à 30 ans à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3. - L'exploitation sera conduite conformément aux règles de l'art et aux réglementations applicables à l'exploitation des carrières souterraines.

Article 4. - La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété du demandeur et des contrats de foretage dont il est titulaire.

Elle est accordée sans préjudice de l'observation de toutes les législations et réglementations applicables, et notamment celles relatives aux établissements classés à la voirie des collectivités locales.

Article 5. - Le présent arrêté sera notifié au demandeur. Ampliations en seront adressées à l'Ingénieur Général des mines, au Maire de la commune de St-AIGNY et aux chefs de service consultés lors de l'instruction de la demande. Il sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Un extrait du présent arrêté sera, aux frais du demandeur, inséré dans un journal diffusé dans le département et affiché par les soins du Maire de St-AIGNY.

Article 7. - Le Secrétaire Général de l'Indre, le Maire de la commune de St-AIGNY, l'Ingénieur Général des Mines et les chefs de service intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.-

Pour ampliation,
Le Directeur délégué,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

signé Jean-Pierre MARQUIE

